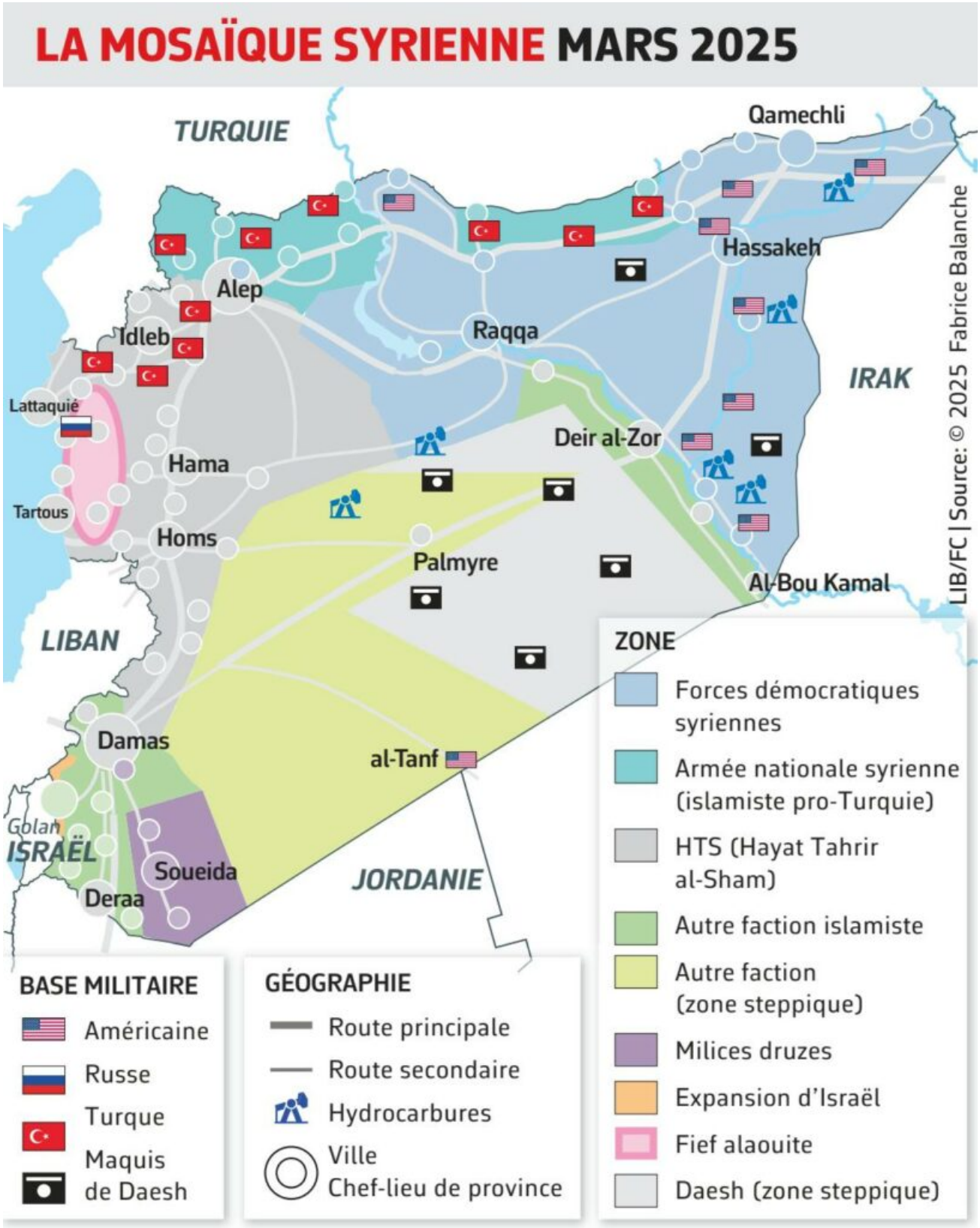
Article paru dans Diplomatie, n°132, mars-avril 2025 (rédigé début février 2025, avant les massacres d'alaouites dans la région côtière)

En décembre dernier, la Syrie et une partie de la région basculaient dans l'incertitude après la chute du régime de Bachar al-Assad au pouvoir depuis 2000. Si tout reste à reconstruire dans ce pays ravagé par la guerre civile, la priorité pour le nouvel homme fort syrien sera l'unification des différentes composantes du pays, qui constitue le plus grand défi et la condition sine qua non à la reconstruction et à l'établissement d'une paix durable en Syrie.

Le 29 janvier 2025, Ahmad al-Chareh, chef de Hayat Tahrir al-Sham, s'est autoproclamé président par intérim de la Syrie. Cette nomination a été approuvée par l'état-major de HTS et les chefs des milices alliées à l'organisation islamiste lors d'une cérémonie solennelle à Damas. Cependant, le congrès du peuple syrien, initialement prévu pour la mi-janvier, puis reporté d'un mois, n'a finalement jamais eu lieu. Un rassemblement de personnes influentes, de chefs tribaux et de diverses personnalités pourrait s'opposer à cette désignation. Ce serait le contraire du petit groupe de miliciens présents lors de la réunion du 29 janvier. Plus tard, le tout nouveau président syrien a chaleureusement reçu l'émir du Qatar à Damas, lors de sa toute première visite officielle dans ce pays. Avant cela, divers responsables gouvernementaux et représentants diplomatiques de divers milieux s'étaient entretenus au palais présidentiel, notamment le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov. Ces rencontres ont considérablement accru la légitimité de l'homme fort sur la scène internationale et dans son propre pays. En effet, la population attend impatiemment la fin des sanctions et l'afflux d'aide économique étrangère pour mettre un terme à la crise.

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com



Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

Levée des sanctions et aide extérieure

L'arrivée de l'émir Al Thani suscite un grand intérêt, car le régime syrien récemment établi et la population ont de grandes attentes envers ce petit État gazier. De plus, son influence s'est accrue à Washington, où il a servi de médiateur entre le Hamas et Israël, comme l'a admis le responsable du Moyen-Orient au département d'État. Ahmad al-Charah espère que Doha parviendra à obtenir la levée des sanctions qui continuent d'être imposées à la Syrie et à HTC, qualifiée de groupe terroriste par les États-Unis. Les interdictions temporaires de vendre de l'énergie à la Syrie et de transférer des fonds personnels ont été levées, mais la plupart des autres mesures restrictives imposées par les États-Unis et l'Union européenne sont toujours en vigueur. En outre, la Syrie est toujours bannie du réseau financier mondial SWIFT, contrôlé par les États-Unis. Cela entrave les transactions commerciales. De manière plus large, tant que HTS sera sous sanction, les pétromonarchies du Golfe, y compris le Qatar, hésiteront à apporter une aide financière significative à la Syrie.

> Le pays a un besoin urgent de reconstruire ses infrastructures et ses institutions pour assurer une stabilité à long terme. Le coût de la reconstruction est estimé entre 250 et 400 milliards de dollars, voire même 1000 milliards en fonction des sources

En réalité, le pays a un besoin urgent de reconstruire ses infrastructures et ses institutions pour assurer une stabilité à long terme. Le coût de la reconstruction est estimé entre 250 milliards et 400 milliards, voire même 1000 milliards en fonction des sources[1]. Outre les destructions, cela inclut aussi les pertes de capital humain. Les entreprises syriennes fonctionnent à un rythme ralenti. La production agricole a chuté en raison du manque d'engrais, d'énergie, d'eau et de réseaux de distribution efficaces. Le secteur de la construction connaît un regain d'activité grâce aux efforts déployés par la population pour remettre en état leurs habitations. En outre, lorsque l'économie s'effondre, les entrepreneurs ont tendance à investir dans l'immobilier pour y placer leurs fonds en attendant des jours meilleurs. L'afflux massif de réfugiés syriens dans les pays occidentaux a également contribué à la croissance du secteur de la construction. En effet, grâce à leur pouvoir d'achat élevé, ils peuvent se payer un appartement, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs proches, en raison de prix abordables.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'HTC, la livre syrienne a connu une renaissance, passant de 15 000 LS pour un dollar à la mi-décembre 2024 à 11 000 LS un mois plus tard. Cette évolution témoigne d'une reprise de confiance dans l'économie syrienne, qui s'est traduite

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

par une affluence de devises. Ahmad al-Chara est un libéral économique, tout comme les islamistes. Il soutient l'entreprise privée et l'abolition des frontières. L'économie informelle a connu une croissance spectaculaire grâce à l'afflux de produits turcs sur le marché syrien. Tout un chacun peut s'établir sur un morceau de trottoir et y vendre ce qu'il souhaite, y compris les marchands ambulants. La Syrie ne connaît plus de pénuries, contrairement à l'époque d'Assad, où des systèmes de rationnement complexes et corrompus provoquaient des pénuries artificielles, mais lucratives pour ceux qui contrôlaient le système. Néanmoins, ces restrictions entravent la reprise des activités industrielles en Syrie, car elles entraînent des coûts supplémentaires intenables dans un environnement concurrentiel mondial. Pour financer son économie après 13 ans de guerre, la Syrie dépend de l'aide humanitaire et des transferts d'argent des expatriés.

La priorité est l'unification des différentes factions armées

> Les dirigeants syriens se soucient plus de l'unification des différents groupes en une nouvelle armée syrienne que de l'économie

Les dirigeants syriens se soucient plus de l'unification des différents groupes en une nouvelle armée syrienne que de l'économie. En effet, les forces armées et policières du régime ont été dissoutes. Les anciens policiers et militaires sont encouragés à postuler s'ils souhaitent rejoindre les nouvelles unités. Cependant, l'objectif principal de cette dissolution est d'intégrer les nombreuses milices rebelles à Assad, plutôt que de procéder à une sélection parmi les anciens membres. Ahmad al-Charah a exhorté les milices à se dissoudre et leurs combattants à rejoindre à cette nouvelle armée nationale en formation. HTS a montré l'exemple, l'ANS, dominée par la Turquie, a accepté, ainsi que quelques autres groupes. Cependant, les modalités de cette intégration restent floues : doit-on dissoudre des effectifs militaires au sein de nouveaux régiments ? Les milices deviendront-elles chacune un nouveau régiment, en conservant leur particularité et leur chaîne de commandement ? La nouvelle armée syrienne ressemblerait alors à une coalition de milices, dont la plus puissante sera bien entendu HTS, sous la supervision d'un État-major dominé là encore par les membres de l'ancienne branche syrienne d'al-Qaïda. Dans une période de transition, c'est la première formule qui devrait être retenue pour ne pas heurter les différents chefs miliciens qui tiennent à conserver leur grade et leur autonomie.

> L'homme fort du Sud apparaît comme le principal concurrent du nouveau Président intérimaire. Il bénéficie du soutien des Émirats arabes unis et de l'Arabie

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

saoudite, qui le financent

Toutefois, tous les dirigeants de milices n'étaient pas présents lors de l'investiture d'Ahmad al-Sharaa, le 29 janvier 2025. Le Commandement du Sud, dirigé par Ahmad al-Awdah, le commandant de la 8e brigade, a décidé de ne pas s'y rendre. Cela fait suite aux combats meurtriers qui ont eu lieu entre HTS et ses hommes à Sanamayn, début janvier. L'homme fort du Sud apparaît comme le principal concurrent du nouveau Président intérimaire. Il bénéficie du soutien des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, qui le financent. En décembre 2024, les milices de Deraa avec à leur tête Ahmad al-Awdah sont arrivées les premières à Damas avant de céder la place à HTS pour éviter l'affrontement. Elles étaient supérieures en nombre, mais moins bien organisées et armées que HTS. Leur comportement, marqué par des actes de pillage, a entraîné un rejet de leur part par les habitants de Damas, contrairement à la discipline observée chez les membres d'HTS. Le Commandement du Sud est donc assez comparable à l'ANS qui règne entre Afrin et Jerablous, au nord d'Alep. Cependant, une alliance entre les deux coalitions contre HTS est peu probable, car les milices de l'ANS sont sous la tutelle de la Turquie. Par conséquent, elle a tout intérêt à ce qu'ils rejoignent la nouvelle armée syrienne pour mieux la contrôler de l'intérieur.

Druzes et Kurdes exigent l'autonomie

Les milices druzes qui régissent la province de Soueida et les villes druzes de la banlieue de Damas (Jeramana, Jdaydeh Artouz et Sahanaya) ont décliné l'offre d'al-Sharaa. Elles proviennent des groupes paramilitaires ayant fait partie de la Défense nationale, une force de sécurité mise sur pied en 2012 par le régime afin de défendre les zones « loyalistes » contre les rebelles. Au lieu de faire leur service militaire dans l'armée nationale, les jeunes druzes l'effectuaient dans les milices. Cela leur permettait de rester sur place et de défendre leur territoire contre les rebelles islamistes qui le menaçaient : ceux du Commandement du Sud, mais également HTS, qui a mené de nombreuses offensives contre le Jebel Druze et Jeramana durant la guerre civile. N'oublions pas non plus que le conflit sanglant entre les Druzes et les nouveaux maîtres de la Syrie, qui a duré une dizaine d'années, sera difficile à effacer. Les milices druzes exigent un statut d'autonomie, comme les Kurdes. Elles n'ont donc pas l'intention de s'intégrer dans la nouvelle armée syrienne, du moins tant qu'elles n'auront pas la garantie que ce statut leur sera accordé.

Le conflit sanglant entre les Druzes et les nouveaux maîtres de la Syrie, qui a duré une dizaine d'années, sera difficile à effacer. Les milices druzes exigent un statut d'autonomie, comme les Kurdes

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

Mazloum Kobané, le chef des FDS, a refusé de se rendre à Damas. Bien qu'il ne fasse qu'appliquer la décision du PKK, son geste montre la méfiance des Kurdes de Syrie envers le nouveau régime. Ils ont durement lutté pour leur liberté depuis 2011, en luttant contre le système baathiste et contre Daech et les milices proturques de l'Armée Nationale Syrienne. Ils sont toujours en conflit ouvert avec ces dernières, qui les ont chassés de l'enclave kurde de Tel Rifaat, au nord d'Alep, et de Manbej en décembre 2024. Des dizaines de milliers de Kurdes ont été contraints de fuir vers le nord-est de la Syrie pour échapper à l'avancée des milices arabes alliées à HTS. Cependant, il ne s'est pas engagé dans un conflit armé avec les FDS, car, aussi longtemps que les États-Unis sont présents et les considèrent comme des alliés, cela entraînerait nécessairement la fin du processus de normalisation avec Washington, mais aussi avec les autres capitales occidentales. Jean-Noël Barrot, a d'ailleurs souligné lors de sa visite à Damas, le 3 janvier 2024, qu'il fallait respecter le droit des Kurdes[2]. L'ex-président Joe Biden a pris la décision en décembre 2024 d'envoyer 1000 hommes supplémentaires dans le Nord-Est syrien pour éviter une attaque de la Turquie et de ses supplétifs arabes. Ils furent prélevés sur le contingent américain présent en Irak. Il faut souligner que Mazloum Kobané a menacé d'ouvrir les prisons et les camps d'internement des jihadistes de Daech si Washington ne les soutenait pas. Donald Trump va-t-il maintenir cette présence militaire ? Le départ des troupes américaines serait un feu vert donné à la Turquie pour attaquer les FDS, comme en octobre 2019.

Cependant, la situation des Kurdes est devenue difficile dans le Nord-Est syrien. Le territoire qu'ils contrôlent s'étend bien au-delà des zones kurdes de Kobané et de Haute Jezireh (Qamechli – Hassakeh). Sur une population totale de 2,5 millions d'habitants, la région compte seulement un million de Kurdes. L'essentiel de la vallée de l'Euphrate est une terre arabe. Les Kurdes ne constituent qu'une petite minorité citadine à Raqqa, issue de l'exode rural et de conquête de cette ville en 2017. Si Manbej fut perdue si facilement c'est parce qu'il s'agissait d'une ville arabe dont la population est hostile à la présence kurde. Cela reflète le sentiment général de la population arabe qui considère les Kurdes comme des citoyens de seconde zone ou même des étrangers qui n'ont aucune légitimité à gouverner en Syrie. Dans le combat contre Daesh, les FDS furent acceptées et de nombreux combattants arabes les rejoignirent, car elles avaient le soutien des États-Unis et les salaires étaient attractifs. Ils représentent la moitié des 50,000 combattants des FDS. Mais c'est le YPG, quasi exclusivement kurde, qui constitue la colonne vertébrale de la coalition[3].

Le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad à Damas et l'influence des milices chiites pro-iraniennes au sud de la vallée de l'Euphrate ont dissuadé les populations arabes du Nord-Est syrien de se soulever contre les autorités kurdes. Cependant, avec l'émergence d'un gouvernement arabe sunnite anti-iranien à Damas, le contexte a changé. Il sera maintenant

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

plus difficile pour l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) de maintenir son emprise sur la zone arabe. Elle a cédé Manbej et n'exerce plus qu'un contrôle symbolique sur la vallée de l'Euphrate, entre Deir al-Zor et la frontière irakienne. Les tribus arabes de Raqqa, Hassakeh et Qahtanieh sont prêtes à se retourner au moindre signe de faiblesse des autorités kurdes ou annonce du départ des troupes américaines. Il est peu probable qu'HTS lance une attaque contre les FDS. Cependant, il s'est positionné sur la rive droite de l'Euphrate entre Raqqa et al-Bou Kamal, prêt à traverser le fleuve en réponse à une révolte arabe ou à un retrait des forces kurdes. Ahmad al-Sharaa a les yeux rivés sur les champs pétrolifères de Deir al-Zor, de Shedadeh et de Rmeilan, tous sous contrôle kurde. Il a besoin de cette ressource cruciale pour relancer l'économie du pays.

Les alaouites sur la défensive

En décembre 2024, HTS n'a rencontré pratiquement aucune résistance lors de son avancée dans la région côtière et la plaine du Ghab, une région majoritairement alaouite. Il a été acclamé en libérateur à Lattaquié, Jableh et Banias, mais uniquement dans les quartiers sunnites de ces villes mixtes. Les quartiers alaouites et la ville de Tartous étaient plongés dans la peur, car la population craignait des représailles. Durant un demi-siècle, le régime des Assad a puisé en priorité dans sa communauté d'origine ses cadres et les membres des forces de sécurité[4]. Il les a ensuite sacrifiés pour maintenir son pouvoir durant le conflit civil, où un homme sur quatre âgé de 20 à 50 ans est mort au combat. Alors que le régime était sur le point de s'effondrer, la communauté se sentait vidée et méprisée par la famille Assad. Elle s'était enfoncée dans la pauvreté, les familles devaient supporter l'entretien des blessés, car les aides de l'État étaient inexistantes ou dérisoires. Quant aux veuves et aux orphelins de guerre, ils recevaient à peine un salaire de misère.

Tous les alaouites n'étaient pas des *shabiha* et des tortionnaires, il faut d'ailleurs souligner que s'ils étaient surreprésentés dans les forces de sécurité, la majorité de ses membres étaient des Arabes sunnites. Cependant, pour rallier ces derniers à sa cause, Ahmad al-Sharaa a peut-être tendance à minimiser leur contribution et à désigner les Alaouites comme les principaux, sinon les seuls, responsables des atrocités commises par le régime Baasiste. Cela sera d'autant plus facile que les islamistes considèrent les alaouites comme des hérétiques. Leur pratique très libérale de l'islam, la tolérance à l'égard de la consommation d'alcool et l'absence de hijab s'accordent mal avec le projet de réislamisation de la société syrienne que préconise le nouveau régime. La dissolution de l'armée syrienne et des forces de police plonge beaucoup d'alaouites dans la pauvreté, d'autant plus qu'ils ont perdu leur logement de fonction en ville et doivent retourner vivre dans leurs villages d'origine. Les fonctionnaires craignent d'être victimes d'une purge massive. Par conséquent, tous ceux qui ont obtenu un emploi durant le conflit dans le cadre du programme de soutien aux parents

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

de « martyrs » devraient être exclus. Les islamistes au pouvoir ont en effet répété à maintes reprises : « nos martyrs sont au ciel, vos morts sont en enfer ».

Au début du mois de janvier 2025, un groupe de combattants d'HTS est venu arrêter un général alaouite dans le village de Kherbet al-Maiz, à l'est de Tartous. Ils sont tombés dans une embuscade qui a fait plusieurs dizaines de victimes. Car les alaouites commencent à s'organiser en milices d'autodéfense sous le commandement d'anciens officiers. Ils ont bien sûr conservé l'essentiel de leurs armes et sont rompus à leur maniement. Autrefois éloignés de la politique, les cheikhs s'expriment désormais pour dénoncer les arrestations et les meurtres arbitraires dont sont victimes les alaouites. Mi-janvier, le cheikh Saleh Mansour[5], figure reconnue de la plaine de Jableh, a accusé les nouvelles autorités d'exactions à l'égard de la communauté et appelle une protection internationale. Ce n'est pas là des propos d'une personne isolée, mais bien l'expression d'une communauté qui se sent menacée. J'ai pu me rendre compte personnellement, lors d'un récent voyage dans la région alaouite, que plusieurs personnes partageaient le même point de vue. Les hommes de HTS hésitent désormais à se rendre dans la montagne alaouite, car les embuscades se multiplient. Les exactions à l'égard des alaouites dans la région de Homs, où ils sont en minorité, encouragent ceux de la montagne côtière à s'organiser sur le modèle druze et à réclamer eux aussi une autonomie protectrice.

Une dictature avec la sharia comme seule constitution ?

Moins de deux mois après la chute de Bachar al-Assad, la Syrie s'est donc dotée d'un président par intérim autoproclamé. La promulgation d'une nouvelle constitution est repoussée à un horizon de trois ans et des élections annoncées dans quatre ans. Il justifie ces délais par le fait que le pays est en ruine et qu'il faudrait au préalable établir un recensement préalable pour permettre des élections. En fait, sa priorité est de faire lever les sanctions internationales sur la Syrie et surtout sur HTS pour bénéficier d'une aide économique indispensable pour reproduire ce qu'il a fait à Idleb : un émirat islamique. Par conséquent, il ne peut avouer qu'il n'a aucun agenda, mais envisage plutôt une dictature avec comme seule constitution la sharia, conformément à sa formation fréro-salafiste. S'il ne dispose pas des ressources pour arriver à ses fins, les autres factions rebelles, les Kurdes, les druzes et même les alaouites, s'ils parviennent à créer une structure milicienne, instaureront un confédéralisme de facto, ce qui leur permettra de conserver leur mode de vie, voire tout simplement leur présence en Syrie.

[1] Asseburg Muriel, *Reconstruction in Syria*, SWP Research Paper 2020/RP 11, 20 juillet 2020, 34 p.

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

[2] Le Figaro, « Syrie: le chef de la diplomatie française appelle depuis Damas à une «solution politique» avec les Kurdes », 3 janvier 2025, Syrie: le chef de la diplomatie française appelle depuis Damas à une «solution politique» avec les Kurdes

[3][3] Fabrice Balanche, *Les leçons de la crise syrienne*, Paris, Odile Jacob, 2024, p.193

[4]Balanche Fabrice, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2006.

[5] Joshua Landis sur X : « Sheikh Saleh Mansour is becoming a leading voice among Syria's Alawites, because he is speaking out against the killings of fellow Alawites. Today he was the mediator in the release of (almost 10) captured HTS soldiers. Previous sheikhs were meek in the face of HTS. But Saleh https://t.co/LtTbKGO5nS » / X

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com